

Communiqué de presse Réunion des Ministres des finances de la Zone franc Paris le 6 avril 2012

Les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et les présidents des institutions régionales de la Zone franc se sont réunis vendredi 6 avril 2012 à Paris, sous la présidence de M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de la République française.

Les participants ont échangé sur la situation économique de la Zone. Se félicitant des résultats encourageants observés en 2011 et des perspectives de croissance prometteuses dans chacune des sous-régions, François Baroin a déclaré : « Les institutions et les mécanismes de la Zone franc ont fait preuve de leur capacité à protéger les Etats membres contre les désordres de change internationaux et à offrir un contexte macro-économique favorable à une croissance soutenue. Ils gardent toute leur modernité. ». En 2012, dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la croissance pourrait s'accélérer à plus de 6 %. Elle devrait s'établir autour de 6 % en Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) et s'améliorer aux Comores, pour atteindre 3 %. Les tensions inflationnistes, résultant de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, resteraient contenues.

Les participants ont pris acte de l'état de la convergence des politiques macro-économiques au 31 décembre 2011 dans la Zone franc. Ils se félicitent des avancées réalisées en vue de mieux apprécier la convergence réelle des économies, au travers d'un rapport spécifique centré sur sept nouveaux indicateurs. Compte tenu des gains attendus, les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales conviennent de travailler à renforcer l'intégration régionale et attendent avec intérêt, pour leur prochaine réunion, les conclusions de l'étude conduite par le comité de convergence sur cet enjeu.

Se réjouissant de la baisse du coût des transferts en provenance de France, Henri de Raincourt, ministre chargé de la coopération, a présenté les conclusions du G20 visant à faciliter les transferts de fonds des migrants et à réduire de 10 % à 5 % leur coût moyen à l'horizon 2014. Les participants ont arrêté la manière dont ces conclusions peuvent être transposées à la Zone franc, en prenant appui sur les recommandations de l'étude financée par la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD). Les ministres et les gouverneurs ont dans ce cadre adopté des engagements, annexés au présent communiqué, qui témoignent de leur volonté de faciliter les transferts de fonds des migrants et d'améliorer leur impact sur le développement.

Les ministres et les gouverneurs ont également débattu des subventions sur les produits pétroliers en Zone franc. Les représentants du Fonds Monétaire International (FMI) et de la BAD ont, à cette occasion, précisé les enjeux et les risques macro-économiques, budgétaires et sociaux associés à la hausse durable des prix des produits pétroliers. Les ministres ont reconnu la nécessité de faire évoluer les dispositifs actuels vers un ajustement progressif des prix,

parallèlement à la définition de mesures socialement ciblées. En réponse au besoin d'accompagnement technique et de concertation régionale sur ce sujet, afin notamment de limiter les distorsions transfrontalières, le FMI et la BAD ont exprimé leur disponibilité. En outre, la Commission de l'UEMOA a annoncé la révision de la directive sur l'harmonisation de la taxation des produits pétroliers. La Commission de la CEMAC engagera une réflexion en vue d'établir un cadre régional harmonisé.

Les ministres se sont concertés en vue des comités de printemps du FMI et de la Banque mondiale. Ils ont notamment invité ces institutions à suivre la mise en œuvre des avancées significatives réalisées par le G20 en matière de développement et ont appelé les Etats membres du FMI à apporter les ressources additionnelles nécessaires au FMI pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de rempart contre le risque systémique.

Les ministres et les gouverneurs ont manifesté leur soutien aux différentes activités devant commémorer le 40ème anniversaire des accords de la Zone franc.

Les ministres ont exprimé leur très vive préoccupation face aux graves troubles qui se produisent actuellement au Mali. Ils appellent au retour de l'ordre constitutionnel, au respect de l'unité et de l'intégrité du territoire, et condamnent tout recours à la violence.

Les ministres ont exprimé leur solidarité envers la République du Congo, à la suite de la dramatique explosion survenue à Brazzaville le 4 mars 2012.

Les participants ont chaleureusement remercié les autorités françaises pour la qualité de l'organisation de cette réunion et pour l'accueil qui leur a été réservé. Ils ont accepté l'invitation des autorités françaises à tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Paris le 9 octobre 2012.